

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1236

8 juin 2011

### SOMMAIRE

Alnitak Finance S.à r.l. ....	59321	LBREP III Vesta S.à r.l. ....	59284
Anaco Luxembourg S.A. ....	59285	LUXAIR, Société Luxembourgeoise de	
Argenta Fund of Funds ....	59282	Navigation Aérienne S.A. ....	59285
Artic Holding S.A. ....	59328	Luxembourg Aerobatic Association ....	59316
Board International Luxembourg S.A. ....	59284	Marsheg 1 S.à r.l. ....	59300
Boissons & Alimentation Hanff S.à r.l. ....	59328	MEIF II Luxembourg Investment S.à r.l.	
BOP (Leadenhall) S.à r.l. ....	59286	.....	59307
Capitale Ingenium S.A. ....	59312	Morgan Stanley Rosetta Investments S.à	
Castle Immo S.à r.l. ....	59312	r.l. ....	59300
C.C.A. Participations S.A. ....	59328	Naviglio Holdings S.à r.l. ....	59303
Cedington S.A. ....	59283	Naviglio S.à r.l. ....	59308
Cogef Luxembourg S.A. ....	59285	NM Capital S.A. ....	59293
C.P.O. International S.A., SPF ....	59312	Platinum Services S.A. ....	59285
Energy and Infrastructure Investments		REIP P-first S.à r.l. ....	59308
S.C.A., SICAR ....	59292	REIP P-second S.à r.l. ....	59308
Fenlux S.à r.l. ....	59303	Santi Shop S. à r.l. ....	59285
Finance Patrimoine S.à r.l. ....	59300	Serico Luxembourg S. à r.l. ....	59312
ING(L) Portfolio ....	59313	Synavic S.A. ....	59316
Javs - Lux Sàrl ....	59298	UBS Luxembourg Diversified Sicav ....	59316
KPI S.à r.l. ....	59309	Vesta Italia Equity (Luxembourg) S.à r.l.	
Lamah Invest S.A. ....	59323	.....	59320
LBREP III UK Residential S.à r.l. ....	59284	William II Finance S.à r.l. ....	59327

**Argenta Fund of Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 149.912.

En l'an deux mille onze, le onze janvier.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société ARGENTA FUND OF FUNDS (le "Fonds" ou la "Société"), une société anonyme fonctionnant sous la forme d'une société d'investissement à capital variable (SICAV), ayant son siège social au 27, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.912 (l'"Assemblée").

Le Fonds a été constitué le 08 décembre 2009 suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2505 en date du 24 décembre 2009.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Michel Waterplas, administrateur délégué, demeurant à 19, Moulin-sous-Buzenol à 6740 Etalle, Belgique.

L'Assemblée nomme comme secrétaire Madame Maria Plaza, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutateur Madame Isabelle Collin, demeurant professionnellement à Luxembourg.

I) Les actionnaires présents et représentés à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents ou par les mandataires des actionnaires représentés, et les membres de l'Assemblée déclarent se reporter à cette liste de présence, telle qu'elle a été dressée par les membres du bureau de la présente Assemblée.

La prédite liste de présence après avoir été signée ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Resteront également annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement, les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

II) La présente Assemblée a été convoquée le 10 décembre 2010 et le 28 décembre 2010, par des avis contenant l'ordre du jour publié au Mémorial C, numéros 2712 et 2839 et par des avis publiés dans le Luxemburger Wort, le Lëtzebuerger Journal, l'Echo et De Tijd.

III) Il résulte de cette liste de présence que 0,82 % des actions émises sont représentées à la présente Assemblée.

IV) Une première assemblée générale extraordinaire, convoquée suivant les modalités indiquées dans le procès-verbal de cette assemblée, et ayant le même ordre du jour que la présente Assemblée, s'est tenue en date du 3 décembre 2010 et n'a pu délibérer sur l'ordre du jour pour défaut du quorum légal requis.

V) En vertu des articles 67 et 67-1 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, et en vertu du procès-verbal de carence de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 3 décembre 2010, la présente Assemblée peut délibérer valablement quelle que soit la portion du capital présente ou représentée, de sorte que l'Assemblée est constituée et peut valablement délibérer et décider sur les différents points portés à l'ordre du jour.

IV) L'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1) Modifications statutaires

- **Art. 10. Forme des Actions.** Modification de la première phrase de l'article 10 des statuts du Fonds de la manière suivante:

"Les actions sont représentées par des certificats au porteur (titres physiques ou dématérialisés)".

- **Art. 11. Frais de Gestion.** Modification de l'article 11 des statuts du Fonds afin d'y ajouter les frais suivants:

- "Les frais de traduction des prospectus d'émission ou des rapports périodiques;
- Les frais d'impression des certificats d'actions, des traductions et des publications légales dans la presse;
- Les frais de publication du prix des actions; et
- Les frais des actes officiels, de justice et de conseils juridiques."

APRÈS DÉLIBÉRATION, L'ASSEMBLÉE A PRIS PAR UN VOTE DE 100% EN FAVEUR LES RÉOLUTIONS SUIVANTES:

*Première résolution:*

L'Assemblée DECIDE de modifier la première phrase de l'article 10 des statuts du Fonds qui sera dorénavant libellée comme suit:

"LES ACTIONS SONT REPRÉSENTÉES PAR DES CERTIFICATS AU PORTEUR (TITRES PHYSIQUES OU DÉMATÉRIALISÉS)".

*Deuxième résolution*

L'Assemblée DECIDE de modifier l'article 11 des statuts du Fonds, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

"Chaque compartiment de la Société prend à sa charge l'intégralité de ses frais de fonctionnement et plus particulièrement:

- la rémunération de la Société de Gestion, si une telle société a été désignée selon l'article 24 des présents statuts;
- la rémunération des agents de la Société tel que les gestionnaires et les conseillers en investissements, les distributeurs, l'agent administratif, l'agent domiciliataire et les agents financiers;
- la rémunération de la Banque Dépositaire;
- les honoraires du réviseur d'entreprises;
- les frais de publication et d'information des participants, notamment les frais d'impression et de distribution des prospectus d'émission et des rapports périodiques;
- les frais d'établissement, en ce compris les frais de procédure nécessaires à la constitution de la Société et à son agrément par les autorités compétentes;
- les courtages et commissions engendrés par les transactions sur les titres du portefeuille;
- les frais de conservation facturés par les correspondants et les frais relatifs aux distributions de dividendes, le cas échéant;
- tous les impôts, taxes et droits gouvernementaux éventuellement dus sur ses actifs, ses revenus et sur les services qui lui sont facturés;
- les frais liés à l'inscription et au maintien de l'inscription auprès des organismes gouvernementaux et bourses de valeurs, ainsi que la taxe d'abonnement et les redevances dues aux autorités de contrôle;
- les frais de traduction des prospectus d'émission ou des rapports périodiques;
- les frais d'impression des certificats d'actions, des traductions et des publications légales dans la presse;
- les frais de publication du prix des actions; et
- les frais des actes officiels, de justice et de conseils juridiques.

Les frais courants à charge d'un compartiment de la Société seront imputés en premier lieu sur ses revenus, à défaut sur les gains réalisés en capital et à défaut sur les actifs de celui-ci.

Les frais qui ne sont pas directement imputables à un compartiment sont répartis sur tous les compartiments au pro rata des actifs nets de chaque compartiment. La Société est liée par tout engagement, quel que soit le compartiment auquel il correspond."

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est clôturée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données aux comparants, tous connus du notaire instrumentant, les comparants ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: M. WATERLAS, M. PLAZA, I. COLLIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 janvier 2011. Relation: LAC/2011/3578. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 31 mars 2011.

Référence de publication: 2011045749/95.

(110051600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2011.

**Cedington S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 109.715.

*Extrait sincère et conforme du procès-verbal des décisions  
de l'actionnaire unique adoptées à Bertrange le 29 mars 2011*

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'administrateur des sociétés CRITERIA S.à r.l. et PROCEDIA S.à r.l., 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 BERTRANGE et de Monsieur Gabriel JEAN, demeurant professionnellement 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 BERTRANGE a été renouvelé pour une période de 6 ans. Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

Il résulte également dudit procès-verbal que le mandat de Commissaire aux comptes de la société MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à r.l., 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 BERTRANGE a été renouvelé pour une période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

Il résulte dudit procès-verbal que le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Gabriel JEAN, juriste, demeurant professionnellement à Bertrange.

*Extrait sincère et conforme du procès-verbal du conseil  
d'administration tenu à Bertrange en date du 29 mars 2011*

Il résulte dudit procès-verbal que la gestion journalière de la société a été déléguée à Monsieur Gabriel JEAN, demeurant professionnellement 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 BERTRANGE.

En qualité d'administrateur-délégué, Monsieur Gabriel JEAN aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière.

Bertrange, le 29 mars 2011.

*Pour CEDINGTON S.A.*

Référence de publication: 2011044593/27.

(110050681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2011.

---

**LBREP III UK Residential S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 8.895,98.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 129.659.

—  
**EXTRAIT**

L'adresse de Monsieur Rodolpho Amboss, gérant de catégorie B de la Société a changé:

1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York 10019, USA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Mars 2011.

Pour extrait conforme

LBREP III UK Residential S.à r.l.

Michael Denny / Mike Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2011044976/17.

(110049809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**Board International Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 85.418.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 31 mars 2011.

Référence de publication: 2011045785/10.

(110051394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2011.

---

**LBREP III Vesta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 133.861,25.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 131.554.

—  
**EXTRAIT**

L'adresse de Monsieur Rodolpho Amboss, gérant de catégorie B de la Société a changé:

1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York 10019, USA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Mars 2011.

Pour extrait conforme

LBREP III Vesta S.à r.l.

Michael Denny / Mike Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2011044977/17.

(110049812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**LUXAIR, Société Luxembourgeoise de Navigation Aérienne S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2987 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 4.109.

—  
*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 24 septembre 2010:*

«Le Conseil d'Administration procède à la cooptation de M. Karsten Benz, comme nouvel administrateur de Luxair, en remplacement de M. Jan Henning zur Hausen, démissionnaire.

L'adresse professionnelle de M. Benz est fixée à l'Aéroport de Luxembourg, L-2987 Luxembourg.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Pour Luxair

Luxair GROUP

Michel Folmer

General Secretary

Référence de publication: 2011044985/17.

(110049759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**Anaco Luxembourg S.A., Société Anonyme,**

**(anc. Cogef Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 120.126.

—  
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 61514 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011045745/11.

(110051683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2011.

---

**Santi Shop S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8711 Boevange-sur-Attert, 43, Am Letschert.

R.C.S. Luxembourg B 123.234.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011051745/9.

(110057920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2011.

---

**Platinum Services S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 30.986,69.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 72.262.

—  
*Extrait du procès-verbal des résolutions de l'administrateur unique de la Société du 4 avril 2011*

Il résulte des résolutions de l'administrateur unique de la Société du 4 avril 2011 que le siège social de la Société est transféré de L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey, à L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 4 avril 2011.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Laurent Sberro

Référence de publication: 2011050482/15.

(110056066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

**BOP (Leadenhall) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 159.525.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand and eleven, on the 25<sup>th</sup> of February

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

BOP (Luxembourg) Holdings S.à r.l., having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, the registration number with the Luxembourg trade and companies' register is B 152 280, here represented by Mrs Rachel Uhl, jurist in Luxembourg, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

The before said proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" which it declares to incorporate.

**Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, of September 18<sup>th</sup>, 1933 and of December 28<sup>th</sup>, 1992 on "sociétés à responsabilité limitée", as amended, and the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The Company's name is "BOP (Leadenhall) S.à r.l.".

**Art. 3.** The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees, including a pledge of a subsidiary's securities to a subsidiary's lenders; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

**Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

### Capital - Shares

**Art. 8.** The Company's capital is set at GBP 1,500,000 (one million five hundred thousand pounds sterling), represented by 1,500,000 shares of GBP 1 (one pounds sterling) each, all subscribed and fully paid up.

**Art. 9.** Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

**Art. 10.** The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

### Management

**Art. 11.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The Board of Managers is composed of at least two managers. The manager(s) need not to be shareholders.

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

All acts binding the Company must be signed by the joint signature of any two managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that the majority of managers be present.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

**Art. 12.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

The Company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 13.** Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.



Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

### Shareholders decisions

**Art. 14.** Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

**Art. 15.** Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

### Financial year - Balance sheet

**Art. 16.** The Company's financial year begins on January 1<sup>st</sup> and closes on December 31<sup>st</sup>.

**Art. 17.** Each year, as of the 31<sup>st</sup> of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

### Winding-up - Liquidation

**Art. 20.** The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

### Applicable law

**Art. 21.** The laws here above mentioned in article 1<sup>st</sup> shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

### Subscription - Payment

All the 1,500,000 (one million five hundred thousand) shares representing the capital have been entirely subscribed by BOP (Luxembourg) Holdings S.à r.l., prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of GBP 1,500,000 (one million five hundred thousand pounds sterling) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.



### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about two thousand euros.

### *General meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the abovenamed person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as managers for an undetermined duration:

- Mr Keith Hyde, with professional address at 26, Hambly Avenue, Toronto, Ontario, M5J 2T3 Canada;
- Mr. Bruno Bagnouls, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
- Mrs. Anna Sofronyuk, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille onze, le vingt-cinq février.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

BOP (Luxembourg) Holdings S.à r.l., ayant son siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 152.280, ici représentée par Mme Rachel Uhl, juriste à Luxembourg, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme que le fondateur déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

### **Dénomination - Siège - Objet - Durée.**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, en ce compris l'article 209, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera "BOP (Leadenhall) S.à r.l."

**Art. 3.** L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties comprenant une garantie sur les actions détenues dans les filiales et sur les prêts accordés aux filiales; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

### Capital - Parts sociales

**Art. 8.** Le capital social est fixé à GBP 1,500,000 (un million et cinq cents mille livres sterling), représenté 1,500,000 (un million et cinq cents mille) parts sociales de GBP 1 (une livre sterling) chacune.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

### Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le conseil de gérance est composé d'au moins deux gérants. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Tous actes engageant la Société doivent être signés conjointement par deux des gérants

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si la majorité des gérants sont présents.

Dans ce cas, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via téléphone ou la vidéo.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient

été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécable, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

### Loi applicable

**Art. 21.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

### Souscription - Libération

Toutes les 1,500,000 (un million et cinq cents mille) parts sont souscrites par BOP (Luxembourg) Holdings S.à r.l., prénommée et intégralement payé en numéraire, de sorte que la somme de GBP 1,500,000 (un million et cinq cents mille livres sterling) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

### Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ deux mille euro.

### Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Keith Hyde, avec adresse professionnelle au 26, Hambly Avenue, Toronto, Ontario, M5J 2T3 Canada;
- Monsieur Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
- Mademoiselle Anna Sofronyuk, avec une adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Conformément à l'article 11 des Statuts, la Société sera engagée par les signatures conjointes des deux gérants.

2) Le siège social de la Société est établi à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, elle a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: R. UHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1<sup>er</sup> mars 2011. Relation: LAC/2011/9744. Reçu soixante-quinze euros (75,-€).

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 7 mars 2011.

Référence de publication: 2011039025/349.

(110043697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

### **Energy and Infrastructure Investments S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 113.096.

### *Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 avril 2011*

L'Assemblée Générale a reconduit, à l'unanimité, le mandat du Réviseur d'Entreprises agréé, ERNST & YOUNG (siège social: 7, rue Gabriel Lippman, L-5365 Munsbach), pour un nouveau terme d'un an.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2011.

Marie-Cécile MAHY-DUBOURG

Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011050955/15.

(110057551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

**NM Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 159.606.

---

**STATUTES**

In the year two thousand eleven, on the fourth of March.

Before us Maître Alex WEBER, notary, residing in Bascharage.

**THERE APPEARED:**

Mr. Milos DUNCKO, businessman, residing at CT 06807 (USA) 20, Harold Street, Cos Cob,

here represented by Mr. Jean-Marie WEBER, private employee, residing professionally in Bascharage, by virtue of a power of attorney under private seal given on February 10<sup>th</sup>, 2011, including a substitution of power dated March 3<sup>rd</sup>, 2011.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the mandatory of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a "société anonyme" which it forms.

**Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration.**

**Art. 1.** There is hereby established a "société anonyme" under the name of "NM CAPITAL S.A.".

**Art. 2.** The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the corporation. Such declaration of the transfer of the registered ... shall be made and brought to the attention of third parties by the ... of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

**Art. 3.** The corporation is established for an unlimited period.

**Art. 4.** The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, advances, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The corporation shall also have as its business purpose to carry out investments, mainly investments of capital stock, in the real state, in securities and bonds quoted on the stock exchange or other financial instruments.

The corporation shall also supply other services such as services of consultancy, research or others.

The corporation may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

**Title II. - Capital, Shares**

**Art. 5.** The corporate capital is set at thirty thousand nine hundred and eighty-six euro and sixty-nine cents (€ 30.986,69.-), divided in one thousand (1.000) shares without nominal value.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

### **Title III. - Management**

**Art. 6.** The corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three members, either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

If the corporation is established by a sole shareholder or if on the occasion of a general meeting of the shareholders, it is established that the corporation has only one remaining shareholder, the composition of the Board of Directors can be limited to one (1) member, until the ordinary general meeting following the establishment of more than one shareholder.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

**Art. 7.** The Board of Directors will elect from among its members a chairman.

The Board of Directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

**Art. 8.** The Board of Directors or the sole Director are invested ... broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors. In particular, the Board shall have the power to issue bonds and debentures. The Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the legal requirements.

**Art. 9.** The corporation will be bound in any circumstances, in the case of a sole Director, be the individual signature of this Director, and in case of several Directors, by the joint signatures of two members of the Board of Directors, provided that special decisions may be reached concerning the authorised signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 10) of the present articles of association.

**Art. 10.** The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

**Art. 11.** Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the Board of Directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

### **Title IV. - Supervision**

**Art. 12.** The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

### **Title V. - General meeting**

**Art. 13.** The annual meeting will be held at the registered office or at the place specified in the convening notices on the second Monday of the month of June at 02:00 p.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

### **Title VI. - Accounting year, Allocation of profits**

**Art. 14.** The accounting year of the corporation shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December.

**Art. 15.** After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent (5,00%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10,00%) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been reduced.

The balance is at the disposal of the general meeting.

### **Title VII. - Dissolution, Liquidation**

**Art. 16.** The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. If the corporation is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

### **Title VIII. - General provisions**

**Art. 17.** All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies and the amendments hereto.



*Transitory dispositions*

- 1) Exceptionally, the first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on December 31<sup>st</sup>, 2011.
- 2) The first general meeting will be held in the year 2012.

*Subscription and Payment*

The articles of association having thus been established, the appearing party declares to subscribe the whole capital.

All the shares have been paid up to the extent of twenty-nine point seventy percent (29,70 %) by payment in cash, so that the amount of nine thousand two hundred euro (€ 9.200.-) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

*Statement*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

*Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its incorporation, is approximately one thousand three hundred euro (€ 1.300.-).

*Extraordinary general meeting*

The above named person, representing the entire subscribed capital, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1.- The number of directors is fixed at three (3) and the number of auditors at one (1).
- 2.- The following are appointed directors:
  - a) Mr. Milos DUNCKO, businessman, born in Spisska Nova Ves (Czechoslovakia) on December 10<sup>th</sup>, 1961, residing in CT 06807 (USA) 20, Harold Street, Cos Cob.
  - b) Mr. Marc THEISEN, lawyer, born in Luxembourg on November 5<sup>th</sup>, 1954, residing professionally in L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
  - c) Mr. Claude ZIMMER, lawyer, born in Luxembourg on July 18<sup>th</sup>, 1956, residing professionally in L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
- 3.- Has been appointed statutory auditor:

The company "ZIMMER & PARTNERS S. à r.l.", a "société à responsabilité limitée", having its registered office in L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, R.C.S.L. B number 151.507.
- 4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2012.
- 5.- The registered office of the company is established in L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Bascharage on the date named at the beginning of this document.

This deed having been read to the mandatory of the appearing person, the said person signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le quatre mars.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

**A COMPARU:**

Monsieur Milos DUNCKO, homme d'affaires, demeurant à CT 06807 (USA) 20, Harold Street, Cos Cob, ici représenté aux fins des présentes par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant professionnellement à Bascha... en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 10 février 2011 contenant substitution de pouvoirs datée du 3 mars 2011.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer:



## **Titre I<sup>er</sup> . - Dénomination, Siège, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Il est formé par le présent acte une société anonyme sous la dénomination de "NM CAPITAL S.A.".

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, avances, garanties ou de toute autre manière à des sociétés accessoires ou affiliées.

La société a également pour objet de réaliser des investissements, principalement des investissements de fonds propres, dans l'immobilier, dans des titres et des obligations cotés en bourse ou d'autres instruments financiers.

La société fournira également d'autres services tels que des services de consultance, de recherche ou autres.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération financière, mobilière ou immobilière, commerciale ou industrielle qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

## **Titre II. - Capital, Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre vingt-six euros et soixante-neuf cents (€ 30.986,69.-), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions peuvent être créées, au choix du propriétaire en certificats unitaires ou en certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, procéder au rachat de ses propres actions.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

## **Titre III. - Administration**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Le nombre d'administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 7.** Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

**Art. 8.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration. En particulier le conseil d'administration aura le pouvoir d'émettre des obligations. En respectant les dispositions légales, des acomptes sur dividendes peuvent être payés par le conseil d'administration.

**Art. 9.** La société sera valablement engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs à moins que des décisions spéciales n'aient été prises concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou de procurations données par le conseil d'administration conformément à l'article 10 des présents statuts.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui seront appelés administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la société ou d'une branche spéciale de la société à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la société.

**Art. 11.** Tous les litiges, où la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par l'administrateur délégué à cet effet.

#### **Titre IV. - Surveillance**

**Art. 12.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années.

#### **Titre V. - Assemblée générale**

**Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le deuxième lundi du mois de juin à 14:00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

#### **Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 14.** L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 15.** L'excédent favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société. Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve se trouve entamée.

Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

#### **Titre VII. - Dissolution, Liquidation**

**Art. 16.** La société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

#### **Titre VIII. - Dispositions générales**

**Art. 17.** Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

##### *Dispositions transitoires*

1) Exceptionnellement la première année sociale commence le jour de la constitution de la société et finit le 31 décembre 2011.

2) La première assemblée générale se tiendra en l'an 2012.

##### *Souscription et Libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, le comparant déclare souscrire l'intégralité du capital.

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de vingt-neuf virgule soixante-dix pour cent (29,70 %) par des versements en espèces, de sorte que la somme de neuf mille deux cents euros (€ 9.200.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

##### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

##### *Frais*

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à mille trois cents euros (€ 1.300.-).

### Assemblée générale extraordinaire

Le comparants préqualifié, représentant la totalité du capital souscrit, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2.- Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Monsieur Milos DUNCKO, homme d'affaires, né à Spisska Nova Ves (Tchécoslovaquie) le 10 décembre 1961, demeurant à CT 06807 (USA) 20, Harold Street, Cos Cob.

b) Maître Marc THEISEN, avocat, né à Luxembourg le 5 novembre 1954, demeurant professionnellement à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

c) Monsieur Claude ZIMMER, licencié en droit, maître en sciences économiques, né à Luxembourg le 18 juillet 1956, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

3.- A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société à responsabilité limitée "ZIMMER & PARTNERS S. à r.l.", avec siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 151.507.

4.- Leurs mandats expireront après l'assemblée générale des actionnaires de l'année 2012.

5.- Le siège social est fixé à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la demande du même comparant il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Signé: J.M. WEBER, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 10 mars 2011. Relation: CAP/2011/886. Reçu soixante-quinze euros (75.-).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 17 mars 2011.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2011041554/283.

(110045674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

### Javs - Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.860.

### STATUTS

L'an deux mille onze, le huit mars.

Par-devant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange.

A comparu:

José Augusto VEIGA DOS SANTOS, pensionné, né à Vila Nova de Anços / Soure (Portugal), le 26 juillet 1950, demeurant à L-1529 Luxembourg, 60, rue Raoul Follereau.

Le comparant a requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il déclare constituer.

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société prend la dénomination de JAVS - LUX SARL.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.

**Art. 3.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute société ou entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le conseil en gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment

a) employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un porte-feuille se composant de tous actions, parts, titres et brevets de toute origine, immobilier, propriété intellectuelle,

b) participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise,

c) acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous actions, parts, titres et brevets, immobilier, propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange

ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 4.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500.-) euros, représenté par cent (100) parts de cent vingt-cinq (125.-) euros chacune.

**Art. 6.** Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

**Art. 7.** La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

**Art. 8.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 9.** Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2011.

#### *Souscription et Libération*

Les parts ont été souscrites par José Augusto VEIGA DOS SANTOS, pensionné, né à Vila Nova de Anços / Soure (Portugal), le 26 juillet 1950, demeurant à L-1529 Luxembourg, 60, rue Raoul Follereau.

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

#### *Frais*

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à huit cent (800.-) euros.

#### *Assemblée Générale Extraordinaire*

Ensuite l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoquée, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix a pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommé gérant non rémunéré, pour une durée illimitée: José Augusto VEIGA DOS SANTOS, pensionné, né à Vila Nova de Anços / Soure (Portugal), le 26 juillet 1950, demeurant à L-1529 Luxembourg, 60, rue Raoul Follereau.

La société est engagée par la signature du gérant unique.

#### *Déclaration*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après information par le notaire au comparant que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites plus haut sub "objet social" respectivement après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connue du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, de tout ce qui précède, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Veiga Dos Santos et Molitor.

Enregistré à ESCH-SUR-ALZETTE A.C., le 10 mars 2011. Relation EAC/2011/3215. Reçu soixante quinze euros 75.-.

Le Receveur (Signé): Santioni.

Pour EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce.

Dudelange, le 17 MARS 2011.

Frank MOLITOR..

Référence de publication: 2011046122/75.

(110050401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

**Marsheg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 157.807.

---

**EXTRAIT**

En date du 17 mars 2011, la société SCI Vendôme Bureaux en tant que associé de Marsheg 1 S.à r.l., a transféré l'intégralité de ses cent vingt-cinq (125.-) parts sociales à la société Development Venture III S.C.A., une société en commandite par actions régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 21, boulevard Grande-duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.467.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Marsheg 1 S.à r.l.*

Signature

Référence de publication: 2011044986/17.

(110049878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**Morgan Stanley Rosetta Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 127.496.

La Société a pris acte que la nouvelle adresse de V2 Music (Holdings) Limited, Associé de la Société, est la suivante:  
20 Bank Street  
Canary Wharf  
London E14 4AD

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011044990/16.

(110049928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**Finance Patrimoine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8437 Steinfort, 60, rue de Koerich.  
R.C.S. Luxembourg B 159.862.

---

**STATUTS**

L'an deux mille onze, le onze mars.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch.

A comparu:

1.-Monsieur Kévin Charles HENDRICK, courtier en assurances, né le 18 octobre 1982 à Virton (B), demeurant à B-6724 Rulles, 17, rue de la Fosse.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes, par la personne comparante, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

**Art. 2.** La Société a pour objet l'exploitation d'une société de courtage par l'intermédiaire de personnes physiques dûment agréées.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

D'une façon générale, la société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

**Art. 4.** La Société prend la dénomination sociale de «Finance Patrimoine S.à r.l.».

**Art. 5.** Le siège de la Société est établi dans la commune de Steinfort.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales dans tout autre lieu du pays, ainsi qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

**Art. 7.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

**Art. 8.** Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 10.** Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

**Art. 11.** La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

**Art. 13.** La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

**Art. 14.** Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres

membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

**Art. 15.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

**Art. 16.** L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

**Art. 17.** Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le dernier samedi du mois de juin de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 18.** L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 19.** Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

**Art. 20.** Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

**Art. 21.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 22.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

*Disposition transitoire:*

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2011.

*Souscription et Libération:*

Toutes les parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

1.- Monsieur Kévin HENDRICK, préqualifié, .....	100 parts
TOTAL: cent parts sociales .....	100 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

*Evaluation des frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de neuf cents euros (EUR 900.-).



*Assemblée générale extraordinaire*

Le comparant qualifié ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, il a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).

2.- Est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Kévin HENDRICK, né le 18 octobre 1982 à Virton (Belgique) et domicilié à B-6724 Rulles, 17, rue de la Fosse.

4.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique prénommé.

5.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-8437 Steinfort, 60, rue de Koerich.

DONT ACTE, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. C. Hendrick, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 14 mars 2011. Relation: RED/2011/556. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 29 mars 2011.

Référence de publication: 2011044312/147.

(110050405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

---

**Naviglio Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 236.900,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 129.599.

—  
EXTRAIT

L'adresse de Monsieur Rodolpho Amboss, gérant de catégorie B de la Société a changé:  
1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York 10019, USA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Mars 2011.

Pour extrait conforme

Naviglio Holdings S.à r.l.

Michael Denny / Mike Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2011044996/17.

(110049820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**Fenlux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9913 Troisvierges, 18, Cité Emile Schmitz.

R.C.S. Luxembourg B 159.713.

—  
STATUTES

L'an deux mille onze, le dix-sept mars.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch.

A comparu:

1. FENDLER Claude, né le 25/07/1966 (1966 0725 159) à Clervaux (L) et demeurant à L-9913 TROISVIERGES, 18, Cité Emile Schmitz;

2. RIEGER Kerstin, né le 03/06/1967 (1967 0603 604) à Delmenhorst (D) et demeurant à L-9913 TROISVIERGES, 18, Cité Emile Schmitz;

3. GENTEN Theo, né le 7/11/1964 (1964 1107 770) à Waimes (B) et demeurant à B-4770 AMEL, 32a, Schoppen;

4. J.S.M. SA enregistré dans le registre de commerce sous le numéro B102.881 et avec siège social à L-9991 WEIS-WAMPACH, 15, Gruss-Strooss,

ici représenté par Monsieur BRÜLS Ulrich, administrateur de sociétés, demeurant à Rocherath, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 15 mars 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1<sup>er</sup>**. Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

**Art. 2.** La société a pour objet la vente et la pose industrielle d'éléments préfabriqués en bois, en bois-alu, en alu et en matière synthétique ainsi que le commerce de matériaux de construction, d'articles pour le bâtiment, de pièces métalliques et d'autres pièces utilisées dans l'industrie.

La Société peut également s'intéresser par voie d'apport de cession ou de fusion à toutes autres sociétés ou entreprises similaires susceptibles de favoriser directement ou indirectement le développement des affaires.

La société peut également prendre des participations sous quelque forme que ce soit dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, notamment par la création de filiales ou succursales, à condition que ces entreprises aient un objet analogue ou connexe au sien ou qu'une telle participation puisse favoriser le développement et l'extension de son propre objet.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens au profit d'autres entreprises ou sociétés. Elle pourra également se porter caution pour d'autres sociétés ou tiers.

De façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

La société exercera son activité tant qu'au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

**Art. 4.** La Société prend la dénomination sociale de «FENLUX S.à r.l.».

**Art. 5.** Le siège de la Société est établi dans la commune de Troisvierges.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales dans tout autre lieu du pays, ainsi qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à soixante-quinze mille euros (EUR 75.000.-) divisé en trois cents (300) parts sociales de deux cent cinquante euros (EUR 250.-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

**Art. 7.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

**Art. 8.** Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 10.** En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les dispositions suivantes sont applicables.

10.1 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, sans que les associés puissent revendiquer un quelconque droit de préemption sur les parts cédées en cas de cession entre associés.

10.2 Si un associé se propose de céder tant à titre gratuit qu'à titre onéreux tout ou partie de ses parts sociales à un non-associé, les conditions énumérées ci-après doivent être observées:

- Les autres associés bénéficient d'un droit de préemption en ce sens que cet associé cédant doit les offrir préalablement à ses co-associés. L'importance des parts offertes aux co-associés doit se faire proportionnellement à leur participation dans la Société. Ladite offre faite aux co-associés devra se faire au moins six (6) mois avant la fin de l'exercice en cours.

- En cas de désaccord persistant des associés sur le prix après un délai de quatre semaines de la notification de l'offre de cession aux co-associés, le ou les associés qui entendent céder les parts sociales, le ou les associés qui se proposent de les acquérir désigneront chacun un expert pour nommer ensuite un autre expert destiné à les départager en cas de désaccord entre parties pour fixer la valeur de cession, en se basant sur le bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou des deux dernières année(s).

- La Société communique par lettre recommandée le résultat de l'expertise aux associés en les invitant à faire savoir dans un délai de quatre semaines s'ils sont disposés à acheter ou céder leurs parts sociales au prix arrêté. Le silence de la part des associés pendant ce délai équivaut à un refus. Si plusieurs associés déclarent vouloir acquérir des parts sociales, les parts sociales proposées à la vente seront offertes aux associés qui entendent les acquérir en proportion de leur participation dans la société. L'associé qui entend les céder peut les offrir à des non-associés, étant entendu qu'un droit de préemption est encore réservé aux autres associés en proportion de leurs participations pendant un délai de deux mois à partir de la date de l'offre et suivant les conditions de celle-ci.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à toute aliénation, tant à titre gratuit qu'à titre onéreux, de parts sociales.

En cas de pluralité d'associés, la mise en gage ou le nantissement des parts sociales pour raison d'un cautionnement quelconque ainsi que l'apport des parts sociales comme contre-valeur d'une fraction ou de la totalité du capital, dans le capital d'une société, sont interdites sans l'accord des associés statuant comme en matière de modification de statuts.

**Art. 11.** Sans préjudice du droit de préemption prévu entre associés à l'article 10 qui précède, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Sans préjudice du droit de préemption prévu entre associés à l'article 10 qui précède, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Dans le cas de l'alinéa 2 qui précède, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises, soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant, mais le consentement est requis lorsque les parts sociales sont transmises à d'autres héritiers légaux.

Les héritiers ou les bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles qui n'ont pas été agréées et qui n'ont pas trouvé un cessionnaire réunissant les conditions requises, peuvent provoquer la dissolution anticipée de la société, trois mois après une mise en demeure signifiée aux gérants par exploit d'huissier et notifiée aux associés par pli recommandé à la poste.

Toutefois, pendant ledit délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, sous réserve de la prescription de la dernière phrase de l'article 199, soit par un tiers agréé par eux, soit par la société elle-même, lorsqu'elle remplit les conditions exigées pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

S'il n'a pas été distribué de bénéfice, ou s'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat indiquées par l'alinéa précédent, le prix sera fixé, en cas de désaccord, par les tribunaux.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

**Art. 12.** La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

**Art. 13.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance est autorisé à procéder aux paiements d'acomptes sur dividendes sous réserve que des comptes intermédiaires soient dressés montrant que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants et dans les limites prévues par la loi.

**Art. 14.** La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe des membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

**Art. 15.** Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

**Art. 16.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

**Art. 17.** L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

**Art. 18.** Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le premier lundi du mois de mai de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 19.** L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 20.** Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

**Art. 21.** Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

**Art. 22.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 23.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

*Disposition transitoire*

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2011.

### Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées par

- Claude FENDLER, susmentionné . . . . .	75
- Kerstin RIEGER, susmentionné . . . . .	25
- Theo GENTEN, susmentionné . . . . .	100
- J.S.M. SA, susmentionné . . . . .	100
TOTAL: trois cents parts sociales . . . . .	300

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de septante cinq mille euros (EUR 75.000.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

### Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille euros (EUR 1.000.-).

### Assemblée générale extraordinaire

Les comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, les comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants techniques est fixé à deux (2).

2.- Sont nommés gérants techniques pour une durée indéterminée:

- Monsieur Claude FENDLER, susmentionné

- Madame Kerstin RIEGER, susmentionné.

3.- Le nombre de gérants administratifs est fixé à deux (2).

4.- Sont nommés gérants administratifs de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Theo GENTEN, susmentionné.

- Monsieur Ulrich BRÜLS, né le 6 juin 1960 à Waimes (B), demeurant à B-4761 ROCHERATH, Auf der Gasse 3.

5.- En ce qui concerne la gestion journalière, la société est valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants techniques pour un montant allant jusqu'à 15.000,00 EUR. Dans toutes autres circonstances, la Société est valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants techniques et des deux gérants administratifs.

4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-9913 Troisvierges, 18, Cité Emilie Schmitz.

DONT ACTE, fait et passé à Heinerscheid, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Fendler, K. Rieger, T. Genten, U. Brüls, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 18 mars 2011. Relation: RED/2011/593. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Releveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011041936/219.

(110047289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2011.

**MEIF II Luxembourg Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 108.304.

Par résolutions signées en date du 31 mars 2011, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Charles Roemers, avec adresse professionnelle au 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat

2. Acceptation de la démission de Jean-François Trapp, avec adresse professionnelle au 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat

Luxembourg, le 4 avril 2011.

Référence de publication: 2011049836/14.

(110055939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

---

**Naviglio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 841.250,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 122.736.

—  
EXTRAIT

L'adresse de Monsieur Rodolpho Amboss, gérant de catégorie B de la Société a changé:

1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York 10019, USA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Mars 2011.

Pour extrait conforme

Naviglio S.à r.l.

Michael Denny / Mike Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2011044997/17.

(110049815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**REIP P-first S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 16, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 137.572.

—  
AUSZUG

Die Gesellschafter der Gesellschaft haben im März 2011 beschlossen wie folgt:

1. Herr Peter BOLLMANN wurde mit Wirkung zum 24. März 2011 als Geschäftsführer der Gesellschaft abberufen.

2. Herr Matthias SPRENNER, geboren am 21. Februar 1954 in Mühlheim an der Ruhr (Deutschland), mit Berufsanschrift in L-2163 Luxemburg, 35 avenue Monterery, wurde mit Wirkung zum 24. März 2011 und auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft berufen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2011045019/17.

(110049794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**REIP P-second S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 16, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 139.338.

—  
AUSZUG

Die Gesellschafter der Gesellschaft haben im März 2011 beschlossen wie folgt:

1. Herr Peter BOLLMANN wurde mit Wirkung zum 24. März 2011 als Geschäftsführer der Gesellschaft abberufen.

2. Herr Matthias SPRENNER, geboren am 21. Februar 1954 in Mühlheim an der Ruhr (Deutschland), mit Berufsanschrift in L-2163 Luxemburg, 35 avenue Monterery, wurde mit Wirkung zum 24. März 2011 und auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft berufen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Für gleichlautenden Auszug

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2011045020/17.

(110049782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**KPI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 153.301.

In the year two thousand and ten, on the first day of December.

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

KEY PEOPERTY INVESTMENTS LIMITED a company duly governed by the laws of United Kingdom, having its registered office at Sir Stanley Clarke House, 7 Ridgeway, Quinton Business Park, Birmingham B32 1AF, United Kingdom, registered with the Trade and Companies Register of England and Wales under the number 3372175,

duly represented by Mr Max MAYER, private employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal substituted to him.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The presaid KEY PEOPERTY INVESTMENTS LIMITED is the sole shareholder of the private limited liability company KPI S.à r.l., having its registered office at L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 153.301, incorporated by a deed received by Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, on 19 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1487 of 20 July 2010, whose articles have been amended by a deed of Maître Jean SECKLER, prenamed, dated 9 June 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1701 of 20 August 2010.

Such appearing party, represented as here above stated, in its capacity of sole shareholder of the Company has requested the undersigned notary to state its following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder of the Company resolved with effect on November 30<sup>th</sup>, 2010, to increase the corporate capital of the Company by contribution in kind by an amount of one British pound (GBP 1.-) so as to bring it from its present amount of fifteen thousand British pounds (GBP 15,000.-) represented by fifteen thousand (15,000) shares to an amount of fifteen thousand and two British pounds (GBP 15,001.-) represented by fifteen thousand and one shares (15,001), each share with a nominal value of one British pound (GBP 1.-) and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company together with a share premium amounting to forty seven million nine hundred ninety nine thousand ninety nine hundred ninety nine British Pounds (GBP 47.999.999.-);

Further appeared said Mr Max MAYER, prenamed, acting in her capacity as duly appointed attorney of the sole shareholder by virtue of the said power of attorney.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of the sole shareholder for one (1) share in the Company and to make payment in full for such new share and for the share premium by a contribution in kind, consisting of the assignment of part of a receivable which had been assigned to the Company by KEY PEOPERTY INVESTMENTS LIMITED by virtue of a deed of assignment of receivables dated 30 November 2010.

Evidence of the existence and value of such contribution in kind has been given to the notary in the form of a valuation letter issued by KEY PEOPERTY INVESTMENTS LIMITED on 30 November 2010, wherein the receivable has been described and valued.

The person appearing produces that valuation letter and a copy of the assignment of receivables the conclusion of which is as follows:

"Based on the verification procedures applied as described above:

- the value of the Receivable is at least equal to the number and value of One (1) share with a par value of one (1) British pound (GBP 1.-) each together with a share premium amounting to forty seven million nine hundred ninety nine thousand ninety nine hundred ninety nine British Pounds (GBP 47.999.999.-)

- we have no further comments to make on the value of the Receivable."

The shareholder further stated that the contribution is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of such contribution to the Company.

The shareholder stated together with the Company that they will accomplish all formalities concerning the valid transfer to the Company of the contribution.



The shareholder stated that the valuation letter has been countersigned and approved by the manager of the Company on 30 November 2010, wherein the contribution so contributed to the Company is described and valued.

A copy of the valuation letter and after having been signed "ne varietur" by the person appearing and by the notary, will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

Thereupon, the said subscription and payment in kind is accepted and one (1) share of the Company is issued and allotted to KPI S.à r.l. together with a share premium amounting to forty seven million nine hundred ninety nine thousand ninety nine hundred ninety nine British Pounds (GBP 47.999.999.-)

#### *Second resolution*

The sole shareholder of the Company resolved to issue one (1) share with a par value of one British pound (GBP 1.-).

The new share will be issued with the payment of a total share premium of forty seven million nine hundred ninety nine thousand ninety nine hundred ninety nine British Pounds (GBP 47.999.999.-)

#### *Third resolution*

The sole shareholder of the Company resolved to amend the paragraph 1 of Article 5 of the Articles of Association of the Company so as to reflect the above mentioned capital increase which shall henceforth be read as follows:

“ **5.1.** The Company's corporate capital is fixed at fifteen thousand and one British pounds (GBP 15,001.-) represented by fifteen thousand and two (15,001) shares in registered form with a par value of one British pound (GBP 1.-) each, all subscribed and fully paid-in.

#### *Fourth resolution*

The sole shareholder of the Company resolved to grant authorization to any one manager of the Company to carry out any action necessary or incidental in relation to the above resolutions.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately six thousand nine hundred euro (EUR 6,900.-).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, duly represented, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, acting as here above stated, she signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le premier décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-duché de Luxembourg.

A comparu:

KEY PROPERTY INVESTMENTS LIMITED une société de droit Anglais, ayant son siège social à Sir Stanley Clarke House, 7 Ridgeway, Quinton Business Park, Birmingham B32 1AF et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés d'Angleterre et du pays de Galles sous le numéro 3372175,

dûment représentée par Monsieur Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé lui substitué.

La dite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La société pré-qualifiée KEY PREPERTY INVESTMENTS LIMITED est l'associé unique de la société à responsabilité limitée KPI S.à r.l., avec siège social à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faiencerie, immatriculée au Registre de Commerce et des Société de Luxembourg sous le numéro B 153.301, constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 19 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 20 juillet 2010 numéro 1487, dont les statuts ont été modifiés par acte de Maître Jean SECKLER, prénommé, daté du 9 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 20 août 2010 numéro 1701.

Ladite partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, en sa qualité d'associé unique de la Société, a demandé au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L' associé unique de la Société a, avec effet au 30 novembre 2010, décidé d'augmenter le capital social de la Société par un apport en nature d'un montant d'une livre anglaise (GBP 1,-) pour le porter de son montant actuel de quinze mille livres anglaises (GBP 15.000,-) représenté par quinze mille (15.000) parts sociales au montant de quinze mille une livres

anglaises (GBP 15.001,-) représenté par quinze mille une parts sociales (15.001), chaque part sociale ayant une valeur nominale d'une livre anglaise (GBP 1,-) et revêtant les mêmes droits et obligations que ceux énoncés dans les statuts de la Société ensemble avec une prime d'émission d'un montant de quarante sept millions neuf cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf livres anglaises (GBP 47.999.999,-)

#### *Souscription et Paiement*

Ensuite a comparu Monsieur Max MAYER, en sa qualité de mandataire de l'Associé Unique, nommé en vertu de la prédite procuration.

La personne comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de l'associé unique une (1) part sociale, et réaliser la libération intégrale de cette nouvelle part sociale et de la prime d'émission par un apport en nature résultant d'une créance cédée par KEY PEOPERTY INVESTMENTS LIMITED envers la Société par le biais d'un contrat de cession de créances du 30 novembre 2010.

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée au notaire sous la forme d'une lettre d'évaluation émise par KEY PEOPERTY INVESTMENTS LIMITED, le 30 novembre 2010, dans laquelle la créance a été décrite et évaluée.

La personne comparante produit cette lettre d'évaluation, dont la conclusion est la suivante:

«En application des procédures de vérification appliquées telles que décrites ci-dessus:

- La valeur de la créance est au moins égale à la valeur d'une (1) part sociale avec une valeur nominale d'une livre anglaise (GBP 1,-) ensemble avec une prime d'émission d'un montant de quarante sept millions neuf cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf livres anglaises (GBP 47.999.999,-)

- Nous n'avons pas d'autre commentaire à faire sur la valeur de la créance.»

L'associé unique a déclaré encore que l'apport est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction à la cessibilité de l'apport.

L'associé unique a déclaré avec la Société qu'ils procéderont à toute formalité nécessaire au transfert valide de l'apport à la Société.

L'associé unique déclare que cette lettre d'évaluation a été contresignée et approuvée par le gérant de la Société en date du 30 novembre 2010, dans laquelle est décrit et évalué l'apport ainsi apportée en nature à la Société.

Une copie de la lettre d'évaluation et du contrat de cession de créances, après avoir été signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Sur quoi, lesdites souscriptions et paiement en nature sont acceptés et une (1) part sociale de la Société entièrement libérée est émise et allouée à KPI S.à r.l. ensemble avec une prime d'émission d'un montant de quarante sept millions neuf cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf livres anglaises (GBP 47.999.999,-)

#### *Deuxième résolution*

L'associé unique de la Société a décidé d'émettre une (1) part sociale d'une valeur nominale d'une livre anglaise (GBP 1,-).

La nouvelle part sociale sera émise avec le paiement d'une prime d'émission totale de quarante sept millions neuf cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf livres anglaises (GBP 47.999.999,-)

#### *Troisième résolution*

L'associé unique de la Société a décidé de modifier le paragraphe 1 de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital susmentionnée, qui devra désormais être lu comme suit:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à quinze mille une livres anglaises (GBP 15.001,-), représenté par quinze mille une (15.001) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'une livre anglaise (GBP 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées».

#### *Quatrième résolution*

L'associé unique de la Société a décidé d'autoriser tout gérant de la Société, avec pouvoirs de signature unique, à effectuer les formalités nécessaires en relation avec les présentes résolutions.

#### *Frais*

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à six mille neuf cents euros (EUR 6.900,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la personne comparante ci-dessus, dûment représentée, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la demande de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, le présent acte est dressé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, ès-qualités qu'il agit, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 décembre 2010. Relation GRE/2010/4210. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 10 janvier 2011.

Référence de publication: 2011043326/165.

(110049156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

---

**Capitale Ingenium S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 110.618.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2011.

Référence de publication: 2011045797/10.

(110051429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2011.

---

**Castle Immo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8707 Useldange, 12, rue de Boevange.

R.C.S. Luxembourg B 93.097.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 29 octobre 2010.

Référence de publication: 2011045799/10.

(110051325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2011.

---

**Serico Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 431.375,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 108.960.

---

**EXTRAIT**

L'adresse de Monsieur Rodolpho Amboss, gérant de catégorie B de la Société a changé:

1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York 10019, USA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Mars 2011.

Pour extrait conforme

Serico Luxembourg S.à r.l.

Michael Denny / Mike Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2011045024/17.

(110049971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**C.P.O. International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 31.895.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

C.P.O. INTERNATIONAL S.A., SPF

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011050911/12.

(110057238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

### **ING(L) Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 86.730.

L'an deux mil onze, le seize mars.

Par-devant, Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ING (L) Portfolio, (ci-après «la Société») une société d'investissement à capital variable, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 86.730 et ayant son siège social au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 27 mars 2002, publié au Mémorial, Recueil C numéro 671 du 30 avril 2002, dont les statuts furent modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant, en date du 19 janvier 2004, publié au Mémorial, Recueil C numéro 337 du 25 mars 2004.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Alexander Semik, juriste, avec adresse professionnelle au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Laure Gérard, juriste, avec adresse professionnelle au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Mathieu Thiry, juriste, avec adresse professionnelle au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

1.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

#### *Ordre du jour:*

1. Approbation de la notice explicative portant sur le projet de fusion entre la Société et ING (L)II, rédigée conformément à l'Article 265 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la «Loi»).

2. Approbation du rapport du réviseur d'entreprises indépendant rédigé conformément à l'Article 266 (1) de la Loi.

3. Reconnaissance de l'accomplissement des formalités édictées à l'Article 267 de la Loi.

4. Approbation du projet de fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») le 11 février 2011.

5. Approbation de la fusion entre la Société, en sa qualité de Société absorbée, et ING (L) II, société d'investissement à capital variable, sise au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 60411 («ING (L) II»), en sa qualité de Société absorbante.

L'absorption de la Société par ING (L) II s'effectuera comme suit:

Compartiments absorbés d'ING (L) Portfolio		Compartiments absorbants d'ING (L) II	
"Nom de la SICAV	Nom du compartiment	Nom de la SICAV	Nom du compartiment
ING (L) Portfolio	Obli-protected 2013	ING (L) II	Portfolio Obli-Protected 2013

et sera effective à compter du 18 mars 2011 ou dès que possible après cette date; le ratio d'échange applicable entre les actions de la Société et les nouvelles actions d'ING (L)II sera déterminé sur la base de la Valeur nette d'inventaire des compartiments/classes d'actions/sous-classes d'actions respectifs/ves de la Société et d'ING (L)II, tel que précisé dans la documentation relative à la Fusion.

6. Dissolution sans liquidation de la Société et annulation subséquente de toutes les actions en circulation inscrites dans les livres tenus par Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. à la date de la Fusion, lesquelles seront remplacées par des actions des compartiments d'ING (L) II tel que précisé dans la documentation relative à la Fusion et conformément à l'Article 274 de la Loi.

7. Décharge des membres du Conseil d'administration de la Société et choix du lieu où les livres et registres de la Société seront conservés pendant une période de cinq ans.

8. Prise d'effet de la Fusion le 18 mars 2011 ou dès que possible après cette date (la «Date d'effet»).

2.- Que la présente assemblée générale a été convoquée par des avis contenant l'ordre du jour envoyés aux actionnaires nominatifs le 14 février 2011 et publiés dans le journal «Luxemburger Wort» le 21 février 2011 et le 4 mars 2011.

Les extraits afférents ont été mis à la disposition du bureau de l'assemblée.

3.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après, avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

4.- Il résulte de la liste de présence prémentionnée que sur les 1.011 actions actuellement en circulation, 1.001 actions sont dûment représentées à la présente assemblée.

La présente assemblée peut donc délibérer valablement selon l'ordre du jour.

5.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée relatives aux fusions ont été respectées, à savoir:

- Publication au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations en date du 11 février 2011 du projet" de fusion établi (acte du notaire soussigné du 4 février 2011) par les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

- Etablissement d'un rapport écrit par les conseils d'administration des deux sociétés qui fusionnent expliquant et justifiant le projet de fusion et en particulier l'échange des actions.

- Etablissement de deux rapports écrits par deux experts indépendants conformément à l'article 266 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales, à savoir Ernst&Young, une société anonyme, ayant son siège à L-5365 Munsbach, Parc d'Activité Syrdall 2, 7, rue Gabriel Lippmann, pour la société ING (L) Portfolio et PricewaterhouseCoopers, une société à responsabilité limitée, ayant son siège à L-1014 Luxembourg, 400, route d'Esch pour la société ING (L) II.

- Le projet de fusion, le rapport des Conseils d'Administration des deux Sociétés, le rapport des experts indépendants à chacune des Sociétés, de même que les comptes annuels révisés et les rapports y afférents de chacune des Sociétés pour les exercices sociaux se terminant les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et tous autres documents comptables requis par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et notamment l'article 267, ont été mis à la disposition des actionnaires de la Société au siège social de la Société, ainsi qu'auprès des agents chargés du service financier des Sociétés, un mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents signée par deux administrateurs restera annexée aux présentes.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale entend et approuve le rapport du 1<sup>er</sup> février 2011, établi par les Conseils d'Administrations des sociétés qui fusionnent, expliquant et justifiant le projet de fusion du 4 février 2011 entre la Société et ING L (II), publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations en date du 11 février 2011, et rédigée conformément à l'Article 265 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale entend et approuve le rapport du 16 février 2011 du réviseur d'entreprises de la Société, à savoir Ernst&Young, rédigée conformément à l'Article 266 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, qui conclut comme suit:

«Work performed and conclusion:

In conformity with the Law, the description of the merger by absorption, the determination of the valuation method as well as the exchange ratio are the responsibility of the Boards of Directors of both investment companies with variable share capital. Our responsibility is, on the basis of our work, to issue a report indicating whether anything came to our attention that causes us to believe that: the proposed valuation methods adopted in order to determine the share exchange ratio are not appropriate in the circumstances.

the share exchange ratio is not pertinent and reasonable.

Our engagement was undertaken in accordance with the Practice Guidelines of the "Commission de Surveillance du Secteur Financier" applicable to this engagement. These Practice Guidelines require that we plan and perform our review to obtain moderate assurance as to whether the valuation method adopted and the proposed share exchange ratio are free of material misstatement. We have not performed an audit and accordingly, we do not express an audit opinion.

More specifically, in the context of the work, we have performed the following procedure: an analysis of the merger project.

Based on the work performed, nothing came to our attention that causes us to believe that:

the valuation methods and the formulas proposed for the determination of the exchange ratios in the merger project are not fair and reasonable, the share exchange ratio is not pertinent and reasonable.

This report is made solely for the purpose of complying with article 266 of the Luxembourg corporate law and may not be used for other purposes."

Les rapports des réviseurs préqualifiés, ainsi qu'une copie du rapport du Conseil d'Administration préqualifié, resteront après avoir été signés «Ne Varietur» par les membres du bureau, les mandataires des actionnaires ainsi que le notaire instrumentant, annexés au présent acte.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale constate que les formalités édictées à l'Article 267 de la Loi en ce qui concerne le droit de chaque actionnaire à consulter la documentation relative à la fusion au siège social de la Société au moins un mois avant la date prévue de la présente Assemblée ont été accomplies.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale après avoir examiné le projet de fusion telle que publié au Mémorial, décide d'approuver ledit projet en toute sa forme et teneur.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide d'approuver la fusion entre la Société, en sa qualité de Société absorbée, et ING (L) II, société d'investissement à capital variable, sise au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 60411 («ING (L) II»), en sa qualité de Société absorbante.

L'absorption de la Société par ING (L)II s'effectuera comme suit:

Compartiments absorbés d'ING (L) Portfolio		Compartiments absorbants d'ING (L) II	
Nom de la SICAV	Nom du compartiment	Nom de la SICAV	Nom du compartiment
ING (L) Portfolio	Obli-protected 2013	ING (L) II	Portfolio Obli-Protected 2013

et sera effective à compter du 18 mars 2011 (ci-après «la date d'effet») ou dès que possible après cette date; le ratio d'échange applicable entre les actions de la Société et les nouvelles actions d'ING (L)II sera déterminé sur la base de la Valeur nette d'inventaire des compartiments/classes d'actions/sous-classes d'actions respectifs/ves de la Société et d'ING (L)II, tel que précisé dans la documentation relative à la Fusion.

L'assemblée générale constate encore que sur base d'une attestation émanant du conseil d'administration de la société absorbante qu'aucun actionnaire de la Société Absorbante n'a requis, pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication du projet de fusion, dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, afin de décider de l'approbation de la fusion, sous réserve des prérogatives énoncées à l'article 264 c) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale décide de dissoudre sans liquidation la Société et d'annuler par subséquent toutes les actions en circulation inscrites dans les livres tenus par Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. à la date de la Fusion, lesquelles seront remplacées par des actions des compartiments d'ING (L) II tel que précisé dans la documentation relative à la Fusion et conformément à l'Article 274 de la Loi.

#### *Septième résolution*

L'assemblée générale décide de donner pleine et entière décharge aux administrateurs pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au jour de la présente assemblée générale et de conserver tous les documents sociaux de la Société pendant le délai légal (cinq ans) chez ING (L) II, ayant son siège social à L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

#### *Constatation*

Le notaire soussigné, conformément à l'article 271 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales, atteste par les présentes l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du projet de fusion.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève à environ SIX MILLE CINQ CENTS EUROS (6.500,- EUR) .

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue d'eux connue aux membres du bureau et aux mandataires des comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: A. SEMIK, L. GÉRARD, M. THIRY, G. LECUIT

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 mars 2011. Relation: LAC/2011/12523. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): F. SANDT

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 21 mars 2011.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2011043059/160.

(110048118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

**Synavic S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 104.382.

*Extrait du Procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social de façon extraordinaire le 25 mars 2011*

*5<sup>ème</sup> Résolution:*

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Christophe Blondeau (Président du Conseil d'administration) demeurant professionnellement au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg et de Monsieur Romain Thillens demeurant professionnellement au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg et de procéder au remplacement de Monsieur Nour Eddin Nijar par la nomination de Madame Cornelia Mettlen demeurant professionnellement au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg. L'Assemblée Générale décide également de renouveler le mandat de commissaire aux Comptes de HRT REVISION S.A. ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg. Leur mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statutaire à tenir en l'an 2017.

*Pour SYNATIC S.A.*

Christophe BLONDEAU / Romain THILLENS

*Administrateur et Président du Conseil d'Administration / Administrateur*

Référence de publication: 2011045032/19.

(110049857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**UBS Luxembourg Diversified Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 83.346.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale du 25 mars 2011:*

Sont réélus au Conseil d'Administration pour une période se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle de 2012:

- M. Ralf Schröter, Président et Membre du Conseil d'Administration, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
- M. Alain Hondequin, Membre du Conseil d'Administration, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
- M. Hermann Kranz, Membre du Conseil d'Administration, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour UBS LUXEMBOURG DIVERSIFIED SICAV UBS*

Fund Services (Luxembourg) S.A.

Holger Rüth / Martin Rausch

*Director / Director*

Référence de publication: 2011045038/17.

(110049758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**Luxembourg Aerobic Association, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1110 Luxembourg, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg F 8.684.

**STATUTS**

Les fondateurs soussignés:

- M. Jean-Paul KIEFFER, né le 10 juillet 1961 et domicilié 6 rue de Steinsel à 8154 Bridel
- M. Gerrit NIJS, né le 30 Avril 1966 et domicilié 71A, route de Luxembourg à L-8140 Bridel
- M. Cyrial Talon, né le 14 Février 1978 et domicilié 8, rue de Neuort à L-8373 Hobscheid

Réunis en assemblée le 10 janvier 2011 ont convenu de constituer une association sans but lucratif et d'accepter unanimement à cet effet les statuts suivants:



## CONSTITUTION STATUTS

### Titre I<sup>er</sup> . Dénomination - Siège Social - Durée

**Art. 1<sup>er</sup> .** L'association est constituée sous la dénomination Luxembourg Aeorobatic Association. «L.A.A.» Cette dénomination doit figurer sur tous les actes, factures annonces, publications, lettres, commandes et autres pièces émanant de l'association.

**Art. 2.** Le siège social de L.A.A. est établi l'Aéroport de Luxembourg route de Trèves, L-1110 Luxembourg-Findel.

Il peut être transféré dans tout autre lieu du pays sur décision de l'Assemblée Générale.

Toute modification du siège social doit être publiée dans le mois de sa date.

**Art. 3.** L.A.A. est constituée pour une durée indéterminée. Elle pourra être dissolue à tout moment sur décision de l'Assemblée Générale.

### Titre II. Objet Social

**Art. 4.** L.A.A. a pour objet:

- La promotion de la pratique de la voltige aérienne dans des conditions de sécurité optimales.
- Le regroupement des pratiquants de voltige aérienne afin de faciliter l'échange d'informations diverses;
- La promotion de l'organisation de championnats de voltige aérienne et la participation à des championnats/compétitions;
- La participation à l'amélioration des modalités de pratique de la voltige aérienne à Luxembourg.

L'association est affiliée à la Fédération Aéronautique Luxembourgeoise (FAL) dont elle reconnaît le pouvoir sportif lui délégué par la Fédération Aéronautique Internationale (FAI). Elle agira en conformité avec les statuts, règlements et codes sportifs de la FAL et de la FAI.

Les limites des activités de L.A.A. sont régies par un règlement interne.

### Titre III. Membres

**Art. 5.** Peuvent être membres de L.A.A. les personnes physiques ou morales faisant partie du monde de l'aéronautique ou sympathisant avec celui-ci.

L.A.A. se compose de membres effectifs et de membres adhérents.

**Art. 6.** Les membres effectifs disposent de tous les droits accordés aux membres visés dans la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif. Le nombre minimum de membres effectifs ne peut être inférieur à trois. Les fondateurs sont les premiers membres de L.A.A.

Les membres adhérents n'ont pas de droit de vote.

**Art. 7. Démission.** Les demandes d'admission en tant que membres effectifs ou adhérents sont adressées, par écrit, au président du Conseil d'Administration, qui les soumet à l'agrément du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration se prononcera sur l'acceptation du membre effectif ou adhérent lors de sa première réunion suivante. L'acceptation d'un nouveau membre effectif nécessite l'accord de deux tiers des administrateurs. L'acceptation d'un nouveau membre adhérent se fait à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés.

La décision du Conseil d'Administration est sans appel et ne doit pas être motivée. Elle est portée à la connaissance du candidat par lettre ordinaire.

**Art. 8. Démission et Exclusion.** Tout membre peut démissionner à tout moment de L.A.A. en adressant sa démission par écrit au Conseil d'Administration.

L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés. La décision d'exclusion est souveraine et ne doit pas être motivée.

Est réputé démissionnaire, le membre qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe, dans le mois du rappel qui lui est adressé par lettre recommandée à la poste.

Le Conseil d'Administration peut suspendre, jusqu'à décision de l'Assemblée Générale, les membres qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts et/ou aux lois de l'honneur et de la bienséance.

**Art. 9.** Aucun membre ne peut faire valoir ou exercer une quelconque prétention sur les actifs de L.A.A. en vertu de sa qualité de membre. Cette exclusion de droits sur les actifs s'applique à tout moment: pendant la période où l'intéressé est membre, au moment où cette qualité cesse d'exister pour quelle que raison que ce soit, au moment de la dissolution de L.A.A., etc.

### Titre IV. Les cotisations

**Art. 10.** Les membres payent une cotisation annuelle. Le montant annuel est fixé par l'Assemblée Générale.

Cette cotisation ne pourra être supérieure à deux cent cinquante euros (250,- Euros) par an.

En cas de non-paiement des cotisations qui incombent à un membre, le Conseil d'Administration envoie un rappel par lettre recommandée.

Si dans le mois de l'envoi du rappel qui lui est adressé, le membre n'a pas payé sa cotisation, le Conseil d'Administration le considérera comme démissionnaire d'office. Il notifiera sa décision par écrit au membre par lettre ordinaire.

### **Titre V. L'Assemblée Générale**

**Art. 11.** L'Assemblée Générale est composée de tous les membres. Elle est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou en cas d'empêchement de celui-ci, par un administrateur désigné à cet effet par le Conseil d'Administration.

Tous les membres peuvent participer à l'Assemblée Générale. Ils seront convoqués par courrier recommandé et pourront se faire représenter par procuration

**Art. 12.** L'Assemblée Générale est le pouvoir souverain de L.A.A. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par la loi, les présents statuts ou le règlement d'ordre intérieur.

Elle nomme et révoque les administrateurs et les commissaires. Elle donne quittance aux administrateurs et aux commissaires.

Elle seule peut modifier les statuts et décider de l'exclusion d'un membre.

Une fois par an, elle approuve, le budget, les comptes et bilans présentés par le Trésorier.

**Art. 13.** L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an, jour et heure fixés par le Conseil d'Administration.

Une Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée à tout moment par le Conseil d'Administration, soit à son initiative, soit à la demande d'un cinquième des membres effectifs.

**Art. 14.** L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration par lettre ordinaire confiée à la poste ou remise en mains propres au moins quinze jours avant la date de l'assemblée.

La convocation comprend l'ordre du jour.

Si l'Assemblée Générale doit approuver les comptes et budget, ceux-ci sont annexés à la convocation.

Toute proposition signée par un vingtième des membres effectifs doit être portée à l'ordre du jour. Cette proposition doit être notifiée par courrier ordinaire au Conseil d'Administration au moins vingt et un jours avant l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration est chargé d'inclure cette proposition dans l'ordre du jour.

**Art. 15.** Chaque membre a le droit d'assister à l'Assemblée Générale. Il peut se faire représenter par un autre membre porteur d'une procuration écrite dûment signée.

Chaque membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

**Art. 16.** Tous les membres effectifs ont un droit de vote égal à l'Assemblée Générale.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale doit être composée, sauf disposition légale contraire du quart au moins des membres effectifs.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau et lors de la seconde réunion elle délibère valablement quel que soit le nombre de membres effectifs présents ou représentés.

**Art. 17.** Les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres effectifs présents et représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou par les présents statuts.

**Art. 18.** L'Assemblée Générale ne peut délibérer valablement que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Exceptionnellement un point non inscrit à l'ordre du jour peut être délibéré à condition que la moitié des membres effectifs soient présents ou représentés à l'Assemblée Générale et que deux tiers d'entre eux acceptent ce point à l'ordre du jour.

**Art. 19.** L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'ASBL ou la modification des statuts que conformément aux articles 20 de la loi du 21 avril 1921.

**Art. 20.** Les procès-verbaux sont rédigés par le Secrétaire du Conseil d'Administration ou, en cas d'empêchement, par un autre administrateur désigné à cet effet par le Conseil d'Administration.

Ils sont signés par le président de l'Assemblée Générale et un membre effectif et conservés dans un registre au siège social de L.A.A.

Tout membre peut consulter ces procès-verbaux mais sans déplacer le registre.

**Art. 21.** Toute modification aux statuts doit être publiée dans le mois de la décision, au Mémorial, Recueil spécial des sociétés et associations. Il en est de même pour toute nomination, démission, révocation ou décès d'un administrateur.

### **Titre VI. Le Conseil d'Administration**

**Art. 22.** L.A.A. est gérée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins. Néanmoins le nombre d'administrateurs doit toujours être inférieur au nombre de membres effectifs. Ainsi si L.A.A. est composée de trois

membres effectifs uniquement le nombre d'administrateurs doit être limité à deux. Les membres du Conseil d'Administration, sont choisis parmi les membres effectifs et sont élus et révocables par l'Assemblée Générale.

Le mandat d'administrateur est de trois ans. Il se termine à la date de la troisième Assemblée Générale ordinaire qui suit celle qui l'a désigné comme administrateur. L'administrateur sortant est rééligible.

**Art. 23.** Le Conseil désigne en son sein un Président, un Secrétaire et un Trésorier. Le Président est chargé notamment de convoquer et de présider le Conseil d'Administration.

Le Secrétaire est notamment chargé de rédiger les procès-verbaux, de veiller à la conservation des documents. Il procède aux publications obligatoires et dépose régulièrement la liste des membres, et éventuellement les comptes, au Registre de commerce et des sociétés.

En cas d'empêchement temporaire du Président, du Secrétaire ou du Trésorier, le Conseil d'Administration peut désigner un administrateur pour le(s) remplacer à titre intérimaire.

**Art. 24.** Les membres du Conseil peuvent se faire représenter par un autre administrateur porteur d'une procuration écrite dûment signée. Un administrateur ne peut être porteur que d'une seule procuration.

**Art. 25.** Le Conseil d'Administration délibère valablement si plus de la moitié des administrateurs sont présents ou représentés.

**Art. 26.** Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de parité des voix, celle du Président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Tout administrateur qui a un conflit d'intérêt à celui de L.A.A. ne peut pas participer aux délibérations et au vote sur ce point de l'ordre du jour.

**Art. 27.** Le Conseil d'Administration est convoqué par le Président, ou en cas d'empêchement, par un autre administrateur. Il se réunit au moins une fois par trimestre.

La convocation au Conseil d'Administration est envoyée par lettre ordinaire au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion du Conseil. Elle contient l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration ne délibère que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Exceptionnellement, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être débattu si les deux tiers des membres présents et représentés marquent leur accord.

**Art. 28.** Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de L.A.A. Toutes les attributions qui ne sont pas expressément réservées par la loi, les statuts ou le règlement d'ordre intérieur à l'Assemblée Générale seront exercées par le Conseil d'Administration.

L.A.A. est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature d'au moins deux administrateurs. Tout engagement de L.A.A., financier ou autre, doit être réalisé en stricte conformité avec le règlement d'ordre intérieur de L.A.A., visé à l'article 34 des présents Statuts.

**Art. 29.** Le Conseil d'Administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs ou à des tiers.

Dans ces cas, l'étendue des pouvoirs du (des) mandataire(s) sera précisée ainsi que la durée du mandat.

A défaut de précision, le mandat qui est accordé couvre uniquement les actes de gestion journalière de L.A.A., Le délégué à la gestion journalière est nommé par le Conseil d'Administration à la majorité pour une durée de deux ans, reconductible. Le mandat de délégué à la gestion journalière peut être révoqué à tout moment à la majorité par le Conseil d'Administration.

Le délégué à la gestion journalière exerce son mandat seul.

La démission ou la révocation d'un administrateur mettent fin à tout mandat lui conféré par le Conseil d'Administration ainsi que le cas échéant à son mandat de délégué à la gestion journalière.

Le Président, le Secrétaire, le Trésorier, le délégué à la gestion journalière ou tout tiers mandaté explicitement à cet effet par le Conseil d'Administration, agissant séparément, peuvent ouvrir au nom de L.A.A. tout compte auprès de la Poste et / ou tout autre organisme bancaire ainsi que tout carnet de dépôt ou d'épargne. Le Conseil d'Administration sera cependant tenu au courant de leurs démarches lors de la réunion suivante du Conseil d'Administration.

Le Président, le Secrétaire, le Trésorier, le délégué à la gestion journalière ou tout tiers mandaté à cet effet par le conseil d'administration, agissant séparément, peuvent retirer au nom de L.A.A. toute lettre recommandée ou tout colis envoyé par la poste ou par tout autre service de livraison.

**Art. 30.** Les administrateurs exercent leur fonction gratuitement. Toutefois les frais exposés dans l'accomplissement de leur mission pourront être remboursés, à condition que leur prise en charge ait été préalablement décidée par le Conseil d'Administration.

**Art. 31.** Les actions judiciaires, tant en qualité de demandeur que défendeur, sont décidées par le Conseil d'Administration et intentées et soutenues au nom de L.A.A. par la personne désignée à cet effet par le Conseil d'Administration.

Toutefois, si l'action est intentée contre un membre de L.A.A. ou un membre composant un organe de L.A.A., la décision est prise par l'Assemblée Générale et l'action est intentée par la personne désignée à cet effet par l'Assemblée Générale.

**Art. 32.** Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables, vis-à-vis de L.A.A., que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 33.** Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa démission par écrit au conseil d'administration.

Toutefois le mandat d'administrateur ne se terminera qu'à la date de l'assemblée générale suivante et ce, même s'il perd entre temps la qualité de membre.

### **Titre VII. Règlement d'ordre intérieur**

**Art. 34.** Un règlement d'ordre intérieur, fixant les dispositions nécessaires à l'application des présents statuts ou à la réalisation de l'objet social, pourra être établi par le Conseil d'Administration sans qu'il puisse être considéré comme entraînant une modification des statuts et dans la mesure où ils n'en altèrent pas l'esprit.

### **Titre VIII. Dispositions diverses**

**Art. 35.** L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre de chaque année.

Par exception le premier exercice social débutera le jour de la constitution de L.A.A., pour se terminer le trente et un décembre deux mille onze.

**Art. 36.** Les comptes de l'exercice écoulé, le budget pour l'exercice suivant seront soumis annuellement pour approbation à l'Assemblée Générale.

Les comptes annuels se présentent sous la forme d'un compte de recettes et dépenses accompagné d'un inventaire des biens et des obligations de L.A.A.

Le budget présente les recettes et les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice social suivant.

L'approbation des comptes par l'Assemblée Générale donne décharge aux administrateurs pour les opérations qui y figurent ainsi que celles qui ont été communiquées à l'Assemblée Générale.

**Art. 37.** En cas de dissolution de L.A.A., l'Assemblée Générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social de l'ASBL.

**Art. 38.** Tout ce qui n'est pas expressément prévu dans les présents statuts est réglé conformément à la législation régissant les ASBL (association sans but lucratif).

Après lecture intégrale et commentée, les comparants, ont signé.

Référence de publication: 2011043329/199.

(110048631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

### **Vesta Italia Equity (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 323.125,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 95.322.

#### **EXTRAIT**

L'adresse de Monsieur Rodolpho Amboss, gérant de catégorie B de la Société a changé:

1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York 10019, USA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Mars 2011.

Pour extrait conforme

Vesta Italia Equity (Luxembourg) S.à r.l.

Michael Denny / Mike Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2011045039/17.

(110049817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**Alnitak Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 150.757.

—  
In the year two thousand and eleven, on the eighteenth day of March.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of the shareholders of the Company (société à responsabilité limitée) ALNITAK FINANCE S.à r.l., with its registered office at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, entered in the Trade Register in Luxembourg under section B and number 0.150.757, incorporated through notary act dated December 18, 2009, published in the Mémorial C N°395/2010.

The meeting is opened by Mr. Gabriel El-Rhilani. .

The chairman appoints as secretary of the meeting Mr. Gianpiero Saddi.

The meeting elects as scrutineer Mr. Gabriel El-Rhilani.

The chairman then states:

I.- That the agenda of the meeting is worded as follows:

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation;
2. Appointment of the liquidator and determination of its power.
3. Miscellaneous

(ii) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

(v) That the present meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

*First resolution*

In accordance with articles 141-151 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), the meeting resolved to dissolve the Company and put it into liquidation with immediate effect.

*Second resolution:*

As a consequence of the above resolution, the meeting resolved to appoint as liquidator: LFG AG, with registered office at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, (the "Liquidator").

The meeting resolved that, in performing his duties, the Liquidator shall have the broadest powers as provided by Articles 144 to 148bis of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation.

The Liquidator may perform all the acts provided for by Article 145 of the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended, without requesting the authorization of the general meeting in the cases in which it is requested.

The Liquidator shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant.

The Liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition.

The Liquidator may in the name and on behalf of the company and in accordance with the law, redeem shares issued by the company.

The Liquidator may under his own responsibility, pay advances on the liquidation profits to the shareholders.

The Liquidator may under his own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxy holders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

The company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the Liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

No further item being on the agenda of the meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then closed the meeting.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas this deed is drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le dix-huitième jour du mois de mars.

Par-devant, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée dénommée AL-NITAK FINANCE S.à r.l., ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le N°0.15 0.757, constituée par acte notarié du 18 décembre 2009, publié au Mémorial C N°395/2011.

L'assemblée est présidée par Gabriel El-Rhilani.

Le Président désigne comme secrétaire Gianpiero Saddi.

L'assemblée élit comme scrutateur Gabriel El-Rhilani.

Le Président expose ensuite:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation;
2. Nomination d'un liquidateur et détermination des pouvoirs qui lui sont conférés;
3. Divers

(ii) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des associés représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants resteront pareillement annexées aux présentes.

(iv) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et les associés présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

(v) Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

Conformément aux articles 141-151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), l'assemblée a décidé la dissolution de la Société et la mise en liquidation de celle-ci, avec effet immédiat.

*Quatrième résolution:*

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée a décidé de nommer comme liquidateur la société anonyme LFG AG, avec siège social au L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, (le "Liquidateur").

L'assemblée a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, le Liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi") pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le Liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le Liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le Liquidateur peut, au nom et pour le compte de la société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la société.

Le Liquidateur peut, sous sa propre responsabilité, payer aux actionnaires des avances sur le boni de liquidation.

Le Liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du Liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'assemblée et aucun des associés présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'assemblée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. El-Rhilani, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 mars 2011. LAC/2011/13821. Reçu douze euros (12.- €).

Le Releveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2011.

Référence de publication: 2011044225/128.

(110050590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

---

**Lamah Invest S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 159.754.

—  
**STATUTS**

L'an deux mille onze, le dix mars.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster,

**A COMPARU:**

La société de droit panaméen "The AMS Foundation", avec siège social à P.H. Edificio Mossfon, Segundo Piso, Calle 54 Este, Ciudad de Panama (République de Panama),

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé privé, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**Titre I<sup>er</sup> . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Il est formé une société anonyme, société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF», sous la dénomination de "LAMA INVEST S.A.".

**Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, ou dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

La décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet exclusif, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres Titres, y compris notamment les actions et les autres Titres assimilables à des



actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres Titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les Titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres Titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les Titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres Titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, ci-après définie sous le terme «Loi SPF».

## **Titre II. - Capital, Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à cent cinquante mille euros (150.000,- EUR), représenté par cent cinquante (150) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en Titres unitaires ou en Titres représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du propriétaire.

Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles tels que définis à l'article 3 de la Loi SPF.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Dans le cas où une action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'au moment où une personne aura été désignée comme propriétaire unique de l'action. La même règle est appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la Loi le permet, racheter ses propres actions. Une assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés déterminera la durée de l'autorisation, le nombre d'actions à racheter tout comme les contrevaleurs minimales et maximales.

## **Titre III. - Administration**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 7.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Par dérogation à ce qui précède, le premier président est nommé par l'assemblée générale constitutive.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Si tous les administrateurs sont présents ou représentés lors d'une réunion du conseil d'administration et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, la réunion du conseil d'administration pourra se tenir sans avis de convocation préalable.

En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent, désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restant ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Tout administrateur peut participer aux réunions du conseil d'administration par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication, tel qu'exigé par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ci-après «la Loi de 1915».

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de

communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs.

**Art. 8.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique, selon le cas, est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la Loi de 1915.

**Art. 9.** Si la société a un administrateur unique, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques ou pour la représenter en justice.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut aussi donner des pouvoirs spéciaux ou déléguer la signature de certains actes à un ou plusieurs mandataires, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

**Art. 11.** Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

La société devra indemniser tout administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il pourrait être partie en raison de sa qualité ou ancienne qualité d'administrateur ou mandataire de la société, ou, à la requête de la société, de toute autre société où la société est un actionnaire/associé ou un créancier et par quoi il n'a pas droit à être indemnisé, sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il sera finalement déclaré impliqué dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée.

Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel administrateur ou mandataire pourrait prétendre.

#### Titre IV. - Surveillance

**Art. 12.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

#### Titre V. - Assemblée générale

**Art. 13.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'associé unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

**Art. 14.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 1<sup>er</sup> mercredi du mois de mai à 11.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 15.** Chaque action donne droit à une voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le «formulaire») envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique, le président du conseil d'administration ou deux administrateurs, suivant le cas contenant les mentions suivantes en langue française ou anglaise:

- a) Le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) Le nombre d'actions qu'il détient;
- c) Chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) Une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) Une case pour chaque résolution à considérer;
- f) Une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) Une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) La signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) La déclaration suivante: «A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul. L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la société un jour au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la société, le vote exprimé dans le formulaire primera.»

#### **Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 16.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 17.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, la réserve était entamée.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

#### **Titre VII. - Dissolution, Liquidation**

**Art. 18.** La dissolution de la société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

#### **Titre VIII. - Dispositions générales**

**Art. 19.** Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la Loi 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ainsi qu'à Loi SPF.

##### *Dispositions transitoires*

1) Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 2011.

2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2012.

##### *Souscription*

Toutes les actions ont été souscrites par la société "The AMS Foundation", préqualifiée.

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de cent cinquante mille euros (150.000,- EUR) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

##### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

##### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille trois cent euros (€ 1.300,-).

##### *Décisions de l'actionnaire unique*

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

59327

*Première résolution*

Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui de commissaire aux comptes à un (1).

*Deuxième résolution*

Sont nommés administrateurs:

- a) Monsieur Marc SCHINTGEN, administrateur de sociétés, né à Luxembourg le 9 mars 1965, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
- b) Monsieur Ingor MEULEMAN, administrateur de sociétés, né à Ninove (Belgique) le 4 juin 1971, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
- c) Monsieur Michal WITTMANN, administrateur de sociétés, né à Sokolov (Tchéquie) le 4 février 1950, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
- d) Madame Stéphanie MARION, administrateur de sociétés, née à Thionville le 8 octobre 1978, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

Monsieur Marc SCHINTGEN est nommé président du conseil d'administration.

Les administrateurs sont nommés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui sera tenue en l'an 2016.

*Troisième résolution*

Est nommée commissaire aux comptes:

La société "ALPHA EXPERT S.A.", avec siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88.567.

Le commissaire aux comptes est nommé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui sera tenue en l'an 2016.

*Quatrième résolution*

L'adresse du siège social est établie à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 mars 2011. Relation GRE/2011/1098. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 23 mars 2011.

Référence de publication: 2011042725/227.

(110047942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

---

**William II Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 116.678.

---

EXTRAIT

L'adresse de Monsieur Rodolpho Amboss, gérant de catégorie B de la Société a changé:

1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York 10019, USA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Mars 2011.

Pour extrait conforme

William II Finance S.à r.l.

Michael Denny / Mike Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2011045040/17.

(110049972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**Artic Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 147.289.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière anticipée le 23 mars 2011.*

**Résolution:**

L'assemblée constate que la société, Fiduciaire Mévée Sàrl, 4, rue de l'Eau, L - 1449 Luxembourg, qui agit en sa qualité de commissaire aux comptes de la société, a été dissoute en date du 20/01/2011.

La société Fiduciaire Mevea Luxembourg Sàrl, 45-47, route d'Arlon, L - 1140 Luxembourg (Rcs Luxembourg B 156.455) reprend le mandat de commissaire aux comptes de la société qui viendra à échéance lors de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2011044553/19.

(110050671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2011.

**C.C.A. Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 93.847.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION****Extrait**

La clôture de la liquidation de la société «C.C.A. PARTICIPATIONS S.A. (en liquidation)» a été prononcée par l'Assemblée Générale des Actionnaires tenue en date du 31 décembre 2010, au siège social de la société.

Il résulte de cette Assemblée que:

Tous les livres et des documents sociaux seront déposés et conservés au 12 rue Guillaume Schneider à L—2522 Luxembourg, durant la période de 5 années à compter de la date de publication de l'Assemblée Générale statuant sur la clôture de la liquidation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2011.

Pour extrait conforme

Pour la société

Le liquidateur

Référence de publication: 2011044578/20.

(110049760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2011.

**Boissons & Alimentation Hanff S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6310 Beaufort, 79, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 109.248.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011055634/14.

(110062665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.